

La Presse ÉCONOMIE



TAOUFIK RAJHI,
EX-MINISTRE
CHARGÉ DES
GRANDES
RÉFORMES

«LA TUNISIE A RATÉ
LA REPRISE TECHNIQUE
EN 2021 »

Page 3



MOEZ SOUSSI,
EXPERT EN
ÉVALUATION
DES
POLITIQUES
ÉCONOMIQUES
ET DES
PROJETS,
À LA PRESSE

«UN BILAN EN DEÇÀ
DES ATTENTES»

Page 3

SUPPLÉMENT HEBDOMADAIRE DU MERCREDI 29 DÉCEMBRE 2021 ■ PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : NABIL GARGABOU — DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DES PUBLICATIONS : CHOKRI BEN NESSIR

► BILLET

LOURD TRIBUT

Par Najoua HIZAOU

Depuis plus de dix ans, l'économie nationale peine à redémarrer. Entre désordres en cascade dans la gestion, blocages persistants de l'investissement public et privé, de l'appareil productif, inflation galopante, croissance en baisse, crise permanente des finances publiques, instabilité politique, le préjudice déjà très lourd pour notre économie a été accentué par la crise ouverte à l'échelle mondiale avec la pandémie du coronavirus et ses divers variants. Ce ne sont que des indicateurs d'une année économique en petite forme.

De l'avis de nombreux opérateurs, les raisons structurelles de la crise économique sont toujours en vigueur. La crise sanitaire est venue rappeler à qui veut bien l'entendre la faible résilience de l'économie tunisienne aux chocs internes et externes. A ce stade, l'année 2021 a été consacrée au pansage des plaies sociales du covid-19 et la redynamisation des filières affaiblies par cette crise sanitaire. De ce fait, le big bang des réformes annoncées tout au long de l'année 2020 et des années précédentes n'a pas eu lieu. Cela dit, les experts et acteurs économiques, tout prudents qu'ils sont, ne se privent pas d'alerter davantage le gouvernement quant aux retards accusés sur certains chantiers de réforme.

La situation demeure critique sur tous les plans et de grandes menaces pèsent sur l'environnement socioéconomique du pays. En effet, la sauvegarde du tissu économique existant et d'un minimum

de pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables de la population commande le passage obligé par des mesures plus audacieuses que celles jusque-là retenues. Les réformes, qui, depuis des années, étaient chaque fois renvoyées à plus tard, deviennent maintenant incontournables.

Les coups d'essai se multiplient et se ressemblent désormais, faisant fi du fait que certaines décisions peuvent nous propulser dans des zones de turbulence qu'on pourrait éviter, surtout en ce moment où des secteurs agonisent, où des ménages ont basculé dans la détresse, où la flambée des prix des matières de première nécessité creuse davantage les inégalités sociales.

L'année 2022 va-t-elle inaugurer un nouveau cycle économique? Rien n'est moins sûr. Les perspectives 2022 sont entourées d'incertitudes, et même s'il y a une reprise, elle sera des plus fragiles. Malgré une avancée forte et généralisée des campagnes de vaccination, de fortes craintes et des incertitudes continuent à semer le doute dans les esprits des opérateurs économiques.

Toutefois, sans une mobilisation nationale de toutes les énergies, un engagement actif de l'ensemble des acteurs, un plan de relance et de sauvetage urgent, c'est toute notre économie qui est menacée d'effondrement. L'année 2022 nous met, certes, devant des choix difficiles, des arbitrages complexes, mais surtout devant de grandes responsabilités à assumer.

► TRIBUNE

OECD — AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT RELANCER LE MOTEUR DE CROISSANCE

Page 2

► LE COIN DE LA BOURSE

L'OPEN BANKING PROMET DE RELEVER LE DÉFI DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

Page 4

SYNTHÈSE HEBDOMADAIRE AU VENDREDI 24 DÉCEMBRE 2021

Page 4

RÉTROSPECTIVE 2021 DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

UNE ANNÉE ÉPROUVANTE

L'économie tunisienne ne s'est toujours pas fixé un cap. L'absence d'une vision réformatrice a creusé les défaillances structurelles: une croissance molle et insuffisante pour résorber le chômage et rétablir les équilibres macroéconomiques, une inflation qui érode le pouvoir d'achat du citoyen, un investissement d'autant plus déprimé et un déficit budgétaire élevé.



Page 2

► ANALYSE

LA BÉNÉDICTION GRECQUE...

Par D' Tahar EL ALMI
Economiste-Universitaire
Professeur associé à l'het

Je voudrais revenir pour tirer une réflexion, à défaut d'un plan, sur la queue d'une comète qui ne finit pas de faire couler l'encre à flot : la crise de dette souveraine (la comète) et la traînée qui s'ensuivit : la crise «à la grecque»... et celles qui se profilent, actuellement, sur fond de covid-19 à épisodes.

De fait, le financement du déficit public structurel grec (2007-2009) s'était amplifié pour doper une relance d'une économie déjà léthargique, qui a été éprouvée par une crise mondiale (2006-2008). Mais à bien regarder, bon nombre de pays de l'Union européenne étaient dans la même situation : Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne. Des pays européens (et non européens) qui ont un endettement public excessif, qui faisait craindre une récession mondiale plus profonde au moment où la reprise redémarrait et où les tensions font leur réapparition dans la zone euro (et ailleurs).

Fondamentalement, les problèmes des impasses budgétaires de la Grèce et bien d'autres pays similaires, structurellement, ne sont que l'épiphénomène bien plus lancinant et plus «discret» : l'augmentation du risque souverain dans les pays qui dopent leurs systèmes bancaires, durement éprouvés, par un financement public et donc un endettement public de plus en plus important. Ce qui revient, tout compte fait, à collectiviser les pertes financières privées générées par la crise mondiale. En d'autres termes, les pertes des banques privées sont financées par les contribuables, soit par le bâton fiscal, soit par l'inflation... soit par les deux.

Bien sûr, la leçon «grecque» aura comme conséquence, non encore reconnue, une fragilisation de la monnaie nationale.

Fortement ébranlée, cette dernière aura tendance à céder en quelques mois par rapport au dollar et autres devises bien en vue. Ce qui, soit dit en passant, fait bien l'affaire des exportations des principaux partenaires. Une décote de cette ampleur c'est l'aubaine, au moment où ces derniers avaient émis le vœu de renforcer leur propre monnaie, jugée «sous-évaluée». D'ailleurs, la plupart des économies de la zone euro voyaient leurs exportations baisser au profit de pays asiatiques à bas salaires.

Du point de vue de l'optique orthodoxe, une croissance dopée par un boom des dépenses d'infrastructure et de l'immobilier résidentiel, au détriment de l'épargne intérieure et de l'investissement productif, génère des effets d'éviction et accroît les déséquilibres extérieurs en réduisant la capacité compétitive de l'économie. D'autant plus qu'une politique monétaire trop rigoureuse d'une Banque centrale, ardent défenseur d'une monnaie «stable», pourrait définitivement achever la compétitivité des entreprises structurellement pousives.

Implicitement, au-delà des mesures palliatives d'ajustement budgétaire, on serait tentés de plaider pour «une restauration structurelle de la compétitivité nationale».

Question à un dinar : comment ?

Par une déflation à moyen terme, et une stagnation économique, politiquement inacceptable ?

Une accélération des réformes structurelles avec une limitation des hausses des salaires serait judicieuse mais sociale-ment tout aussi inacceptable.

Par une monnaie moins forte ?

Ce qui impliquerait que la



Par Foued ALLANI

ELLE plie bagage et va sortir sur la pointe des pieds par la petite porte. L'année 2021 a été, hélas, un véritable fiasco, sur tous les plans. Même le mariage entre ciel et terre n'a pas été assez fructueux et, chose préoccupante, l'année qui se prépare à débarquer n'apporte pas dans son sac de vrais espoirs.

Encore une année de perte depuis ce formidable soulèvement des sans-espoirs et ce sang innocent qui a coulé à flots par des mains censées lui épargner de tels destins tragiques. Un soulèvement qui a fait naître chez les Tunisiens la ferme conviction que tous les espoirs étaient déjà permis.

Ces jours-là, les Tunisiens ont ressenti la même euphorie ou presque que celle qu'ils ont connue un certain 20 mars 1956 ou un 7 novembre 1987. Ces jours-là, ils ont tous clamé et réclamé haut et fort, «c'est notre droit d'avoir un boulot, bande d'escrocs!» et aussi «Travail, liberté et pour le pays la dignité».

Que d'espoirs se sont évaporés, que de rêves devenus des cauchemars, au cours de ces six dernières décennies. Des espoirs qui risquent de ne plus voir encore une fois le jour, tellement le pays a terriblement régressé et à tous les niveaux.

Même les larges espaces de liberté chèrement acquis se sont petit à petit rétrécis à cause des abus de tous genres de la part de tous pour laisser la place à la gabegie, à l'impunité, au laisser-aller, à une cacophonie grandissante et à la liberté... d'aboyer.

Notre pays est, hélas, devenu très dépendant de l'extérieur, pour ne pas dire qu'il a perdu sa souveraineté effective. Et la plupart des Tunisiens rêvent de le quitter car ayant perdu le sentiment d'appartenance, tellement considérés comme des personnes non grata par l'appareil de l'Etat, lequel est constamment confisqué par des vagues successives de gangsters.

Et, depuis un peu plus de plus de six décennies, le pays est rongé par les conflits pour le pouvoir et les règlements de comptes qui s'ensuivent qui, parfois se traduisent par des événements tragiques et sanglants, pour donner lieu à de brèves bouffées d'oxygène. De courts répit qui ont été toujours suivis de honteuses marches-arrière.

Et au lieu de construire le citoyen, le vrai, ces bandes de gangsters ont tout fait pour

produire en nous ce que nous avons appelé l'«anti-citoyen» et de tuer dans l'œuf tous les génies et les futurs membres des élites éclairées.

Et au lieu de cultiver chez nous la créativité, ils ont fait pousser dans nos têtes la fièvre acheteuse et la «revendicacionnisme» aiguë, la passivité et l'attentisme, l'opportunisme, le parasitisme et le clientélisme et fait en sorte que la corruption devienne la règle et la bureaucratie la seule forme de gestion.

A cause d'une administration pléthorique en termes de personnel et de procédures, et un système de production des incompétences, tout est fait pour détruire l'initiative privée et la création des richesses, pire, pour encourager la corruption, les réseaux parallèles et le travail au noir.

Et au lieu de cultiver chez nous l'esprit de rigueur, l'amour du travail, le culte de la qualité et du mérite, ils ont institutionnalisé, chez nous, la médiocrité et le mauvais goût. Pire, la phobie de l'effort et de toute démarche visant l'excellence. S'enrichir vite et par tous les moyens est ainsi devenu la devise de la majorité des Tunisiens.

Sans vergogne, ils ont approfondi les écarts entre zones rurales et urbaines, entre une partie du littoral et le reste du pays, et en termes d'éducation, de santé et de propreté publique, entre quartiers huppés et quartiers populaires ou pauvres.

La honteuse situation de «deux vitesses», en ce qui concerne surtout les services publics a été, ainsi érigée en politique d'Etat et devenue la règle. Et leur destruction un objectif stratégique. Tout a été sacrifié sur l'autel de la cupidité et du racket.

Ils ont instauré également la loi du plus fort, partout où l'on va, même dans les temples de la Justice, et le pays est devenu, à cause d'eux, l'otage de certains syndicats et de bon nombre de corporations rapaces. Un pays où ses enfants vivent dans la peur.

C'était là un rapide survol de ce qui est arrivé à ce pays depuis ce qui a été appelée l'Indépendance et aussi après ce qui a été appelé Révolution. Situation qui est la conséquence de cette mentalité de gangsters et de partage du butin qui est enracinée chez nous depuis des siècles.

RÉTROSPECTIVE 2021 DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

UNE ANNÉE ÉPROUVANTE

L'économie tunisienne ne s'est toujours pas fixé un cap. L'absence d'une vision réformiste a creusé les défaillances structurelles : une croissance molle et insuffisante pour résorber le chômage et rétablir les équilibres macroéconomiques, une inflation qui érode le pouvoir d'achat du citoyen, un investissement d'autant plus déprimé et un déficit budgétaire élevé. La facture demeure lourde dans un environnement national et international trouble où l'économie nationale et internationale est chahutée par les conséquences liées à la pandémie.

Tout cela a impacté non seulement la fluidité des affaires mais a entretenu de surcroît un climat d'incertitude néfaste sur l'économie. Mais peut-on durablement s'accommoder dans une situation dans laquelle les opérateurs économiques, sans aucune visibilité, sont incapables de se projeter ? Certainement pas. Les maux de l'économie tunisienne ne peuvent être réglés qu'en mettant le cap sur les réformes.

La dégradation inquiétante des indicateurs économiques et sociaux exige des politiques de ruptures, des stratégies audacieuses et innovantes, de nouvelles gouvernances, à adopter sans plus tarder.

Suite à la crise économique et sanitaire majeure, des pans entiers de l'activité économique et plus particulièrement les secteurs ayant le plus d'impact sur la dynamique de croissance, la génération des revenus et la création d'emploi, ont été affectés. Néanmoins, le souci de relancer la machine productive ne peut faire fi des risques macroéconomiques susceptibles de surgir en 2022. Risques dépendant tout autant du rythme de reprise économique que d'éventuels rebonds de la pandémie.

Ainsi, au premier plan des risques macroéconomiques figure celui du rythme de croissance économique qui ne cesse de ralentir pour atteindre des seuils les plus bas.

Une reprise plus lente que prévu

Les retombées économiques de la crise sanitaire en Tunisie se font, malheureusement, encore sentir. Les indicateurs économiques à fin août 2021 font état d'une reprise économique plus lente que prévu, d'une accélération de l'inflation, d'un niveau des échanges s'approchant de celui d'avant-crise et d'une baisse des réserves en devises suite au paiement de deux échéances d'emprunts internationaux. Selon les projections du FMI, la croissance



du PIB devrait s'établir à 3,0% en 2021. « Une reprise difficile à réaliser au milieu de ce fluou politique et en l'absence de plan de relance, de réformes et de visibilité », lit-on dans la revue de L'intermédiaire en Bourse Tunisie Valeurs, sur la conjoncture économique, publiée au mois de novembre dernier.

Selon la même source, la pandémie covid-19 a plongé la Tunisie en 2020 dans la plus profonde récession, depuis son indépendance. Selon le ministère des Finances, le PIB réel s'est contracté de 8,6% en 2020. Le taux de chômage a atteint son summum (18% à la fin de 2020). La reprise en 2021 a été lente. A fin juin 2021, le PIB est resté en deçà des niveaux d'avant-crise. Après avoir progressé de 0,2% au premier trimestre de 2021 en glissement trimestriel, l'activité économique, encore ébranlée par la crise sanitaire, a décroché de -2% au deuxième trimestre de l'année en comparaison avec le 1^{er} trimestre.

En glissement annuel, le PIB, à fin juin 2021, aurait affiché un rebond technique de 16,2% grâce à un effet de base favorable généré par la chute historique de l'activité au deuxième trimestre de 2020. « Cette évolution porte la marque, essentiellement, de la chute de la valeur ajoutée des activités de la branche de l'hôtellerie, de la restauration et des services du transport et d'entreposage de -35,2% et -20,9% en glissement trimestriel, respectivement, après une hausse de +1,0% et +1,3% au T1-2021 ».

Quant à l'activité du secteur d'extraction du pétrole brut et du gaz naturel, elle a enregistré une légère baisse, au cours du deuxième trimestre de 2021 de -2,9% contre +33,4%, au premier trimestre. Quant aux principales industries exportatrices, à savoir les Industries Mécaniques et Electriques (IME) et celles du Textile, Habillement et Cuir (THC), leurs valeurs ajoutées se sont accrues de +1,0% et +3,4% au T2-2021 contre +0,5% et -4,0% un trimestre auparavant.

L'analyse indique, qu'en 2021, la croissance du PIB devrait rebondir à 3,0%. Cette projection reste tributaire de la durée et de l'intensité de la pandémie, mais également de la future politique budgétaire et des réformes structurelles à adopter.

Autre indicateur, en septembre 2021, l'inflation a atteint 6,2%, en glissement annuel, pour le deuxième mois consécutif, après 5,7%, au mois de juin, et contre 4,9%, en décembre 2020. « Cette accélération porte la marque essentiellement des hausses importantes des prix de certains produits frais et administrés ». Les récentes prévisions tablent sur un taux

d'inflation moyen de 5,7%, en 2021, et de 6,5%, en 2022.

Le déficit commercial se creuse de 18%

Retrouvant leur dynamisme d'avant crise, les exportations totales se sont établies à 33,6 milliards de dinars, à fin septembre 2021, soit une forte progression de 22% par rapport à la même période en 2020, une période marquée par une baisse de 16,6% suite aux restrictions imposées à la circulation des biens et des services visant à limiter la propagation du virus covid-19. Également, les importations ont progressé de 21% pour s'établir à 45,6 milliards de dinars. A fin septembre 2021, le déficit commercial s'est élevé à 12 milliards de dinars, se creusant de 18% par rapport à la même période en 2020.

A la fin des huit premiers mois de 2021, le déficit courant s'est réduit pour s'établir à 3,5% du PIB, contre 4,8% un an auparavant. Cet apaisement a été favorisé, principalement, par l'amélioration des flux de revenus du travail (+42,5% en glissement annuel) et la relative amélioration des recettes touristiques (+5,2% annuellement). Sur l'année pleine, le déficit courant de la Tunisie devrait se situer autour de 7,3% du PIB, en aggravation de 0,5% par rapport à 2020.

Pour ce qui est des réserves en devises, elles se sont établies à 20 962 MDT (ou 127 jours d'importation), en baisse de -9,2% par rapport à leur niveau de fin 2020 (23 099 MDT ou 162 jours d'importation). « Laquelle baisse est imputable à la régression du volume des ressources extérieures mobilisées et au remboursement à la fin du mois de juillet 2021 et au début du mois d'août, de deux emprunts contractés sur le marché financier international (pour plus de 1 milliard de dollars américains) ».

Elargissement du déficit budgétaire et flambée de l'endettement

Les statistiques affichées dans cette revue, montrent qu'à fin Juillet 2021, le déficit budgétaire s'est établi à -2 633 MDT, contre -4 526 MDT un an auparavant. « Cet apaisement a été favorisé par la bonne tenue des recettes fiscales (18 milliards de dinars, leur niveau d'avant la pandémie). Les dépenses de gestion se sont maintenues quasi-stables à 20,7 milliards de dinars. Il est important de signaler que le déficit budgétaire en 2020 tient compte de l'engagement de l'Etat envers certains établissements publics ».

De l'autre côté, les dépenses d'investissement ont accusé une baisse importante de -36% pour s'établir à seulement 1 814,5 MDT, à fin

juillet 2021, « ce qui est de nature à compromettre les chances d'une reprise rapide de la croissance, cette dernière ayant tant besoin de l'investissement public pour fédérer l'investissement privé ».

Incontestablement la pandémie a aggravé les déséquilibres budgétaires déjà marqués de la Tunisie et a fait naître des besoins urgents de financement. Un retard dans la mobilisation des ressources extérieures a été enregistré, « creusant davantage le gap de financement du Budget de l'Etat en 2021. Ainsi, les ressources d'emprunts intérieurs ont pratiquement représenté les deux tiers de l'enveloppe totale des emprunts mobilisée à fin juillet 2021, qui s'est élevée à 8,8 milliards de dinars ».

Concernant l'encours de la dette publique, il a poursuivi son ascension, dépassant la barre de 99 milliards de dinars, à fin juillet 2021, soit en hausse 11,2% par rapport aux niveaux atteints l'année précédente. « Le service de la dette publique en Tunisie a atteint, à fin juillet dernier, un record de 8,5 milliards de dinars, selon les résultats provisoires de l'exécution du Budget de l'Etat. Le montant du service de la dette a ainsi plus que quadruplé, depuis 2010. Selon les autorités nationales, l'endettement national devrait atteindre 90% du PIB en 2021, en ligne avec les Prévisions du Fonds Monétaire International et contre un niveau d'endettement de 85% en 2020 ».

Un chômage alarmant

Autre indicateur le plus marqué de l'année, celui du taux de chômage qui a atteint un niveau jamais enregistré. En effet, « la récession économique déclenchée par la crise et la chute des investissements est de nature à obstruer les horizons de l'emploi en Tunisie ». Selon l'INS, le taux de chômage se maintient à des niveaux élevés et aurait atteint 17,9% à fin juin 2021. Le nombre de chômeurs a été estimé à 746,4 mille, contre 742,8 mille chômeurs pour le premier trimestre 2021.

Des défis plus ardues en 2022

Aggravées par la crise sanitaire, les difficultés des finances publiques se font de plus en plus grandissantes. « Le flou politique et l'absence de visibilité rendent le bout du tunnel encore lointain et les défis à relever par le nouveau gouvernement encore plus ardu ».

Face à la situation actuelle des finances publiques, le gouvernement actuel est confronté à deux missions difficiles « face aux besoins importants pour boucler le Budget de l'Etat pour l'année 2021 et aux craintes des bailleurs de fonds internationaux au vu de la détérioration de la notation souveraine de la Tunisie et en l'absence d'un nouveau programme avec le FMI. Selon la Banque centrale, cette situation nécessite l'intensification de la coopération financière bilatérale d'ici la fin de l'année afin de mobiliser des ressources extérieures et d'éviter le financement monétaire eu égard à ses répercussions néfastes aussi bien sur l'inflation que sur les réserves en devises et la gestion du taux de change du dinar ».

Selon la même source, les finances publiques en Tunisie devront pâtir également de la hausse des cours internationaux du pétrole. Le renchérissement du pétrole est de nature à compromettre la soutenabilité de la dette publique et à accroître l'endettement du secteur public auprès du système bancaire. La persistance de cette situation mettra en péril la capacité du système bancaire à financer les opérateurs économiques et engendrera des répercussions fortement négatives sur les équilibres exté-

“
Le gouvernement actuel est confronté à deux missions difficiles « face aux besoins importants pour boucler le budget de l'Etat pour l'année 2021 et aux craintes des bailleurs de fonds internationaux au vu de la détérioration de la notation souveraine de la Tunisie et en l'absence d'un nouveau programme avec le FMI.”

rieurs et sur le marché des changes. La reprise économique en Tunisie, sera favorisée par :

- Le redressement plus important que prévu des perspectives économiques mondiales, favorisé par la levée des restrictions sur les mouvements des personnes, des biens et des services et par les plans de relance engagés par l'Union européenne.
- L'amélioration de la production nationale des ressources naturelles notamment avec l'apaisement des troubles dans les zones d'extraction du phosphate, du gaz naturel et du pétrole et l'amélioration attendue de leur production et leurs recettes d'exportation. Ce qui sera de nature à diminuer les pressions sur la balance des paiements et sur le taux de change du dinar.
- Des réformes structurelles et audacieuses devraient être envisagées afin de sortir le pays de ce gouffre économique et financier. Les réformes doivent toucher les secteurs suivants : les finances publiques, les entreprises publiques, les caisses sociales, le climat des affaires, la santé, l'éducation et la gestion des ressources naturelles.
- Accroître l'effort de l'investissement public et le fédérer à l'investissement privé tout en améliorant le climat des affaires est la panacée pour retrouver un niveau de croissance à même de répondre aux prérogatives sociales de plus en plus urgentes (chômage, pauvreté, santé et dignité). Un plan de relance économique et social bien cohérent, mené par une volonté politique inébranlable, permettrait de surmonter le naufrage économique auquel le pays fait face. Il doit s'accompagner d'une politique monétaire accommodante, de réformes structurelles favorisant l'amélioration de la compétitivité économique du pays et permettant de booster l'investissement.

N.HIZAOU

OECT — AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

RELANCER LE MOTEUR DE CROISSANCE

A travers un document-référence qu'il vient de présenter à la Cheffe du gouvernement, contenant 60 recommandations articulées autour de trois axes, à savoir l'allègement et la simplification des textes et des procédures, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'investissement, l'Ordre des experts comptables tunisiens invite les autorités publiques et l'ensemble des acteurs économiques, politiques et de la société civile à engager la réflexion sur les vraies réformes structurelles permettant de rétablir la confiance dans les institutions de l'Etat, d'assainir le climat des affaires et de promouvoir l'investissement.

D'après l'analyse de l'Oect, le taux d'investissement est en chute durant les dix dernières années, passant de 21,5% du PIB à 14,5% uniquement en 2020.

Selon les statistiques de l'Apii, l'investissement dans l'industrie et les services a poursuivi son recul au cours des dix premiers mois de l'année 2021 par rapport à l'année 2020 (année de crise), et cette baisse ressort à des proportions plus élevées par rapport à 2019, soit -24,1% pour le nombre de projets, -11,7% en termes de coût d'investissement et -14% en nombre de créations d'emplois. Cette baisse n'est pas due uniquement à l'augmentation de la pression fiscale et à la prolifération de l'économie informelle, mais également à un climat des affaires peu favorable à l'investissement et l'insuffisance d'incitations adaptées et ciblées l'accompagnant.

Des réformes et un cadre réglementaire et incitatif

Pour atteindre ses objectifs de croissance et d'emploi, la Tunisie a besoin de relancer d'urgence un moteur de croissance grippé depuis plusieurs années en s'appuyant sur l'investissement public et privé, notamment les IDE. L'amélioration du climat des affaires doit être placée au cœur des politiques économiques

et nécessite des réformes liées au cadre réglementaire et incitatif, à l'infrastructure, à la formation, au système de recherche et de l'innovation, au marché de l'emploi, à l'amélioration de l'attractivité du site tunisien, etc. Alors que le but ultime de toute politique économique est d'encourager la création de valeur au détriment de la spéculation et de la rente, le nouveau dispositif d'investissement de 2017 s'avère, ni plus simple, ni plus rapide, ni plus encourageant.

En l'absence d'une vitrine centrale de promotion des investissements, nous nous trouvons aujourd'hui avec des structures horizontales d'appui à l'investissement (Fipa, TIA), des structures sectorielles (Apii, Apia, Onat, Ontt), des structures facilitatrices (Cepex, centres d'affaires, Pôles technologiques, pépinières d'entreprises, Cyber-park, pôles de compétitivités économiques dans les régions) et des fonds publics de financement et d'aide (Famex, Fodec, Foprodi, Fodecap, Fdcast, FTE, etc.), sans un mode de gouvernance permettant la coordination et l'harmonisation des actions.

Sauver le tissu économique

Avec des politiques lunatiques de promotion de l'investissement, telles que l'exonération de l'impôt sur les sociétés pendant les 4 premières années confrontée à plusieurs

contraintes administratives, l'obligation documentaire des prix de transfert pour les groupes tuniso-tunisiens supprimée un an après, l'exclusion des montants destinés à l'acquisition de terrains de l'avantage de dégrèvement financier, etc., avec un processus de création des entreprises encore long et non digitalisé, l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'investissement nécessitent la mise en place de plusieurs actions, dont on cite :

- Tracer une stratégie claire avec des priorités relatives au maintien en vie des entreprises et des perspectives claires sur les choix des secteurs à développer en tirant les enseignements des 10 dernières années.
- Tenir une communication gouvernementale claire et impactante pour rassurer le secteur privé et les investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Ce discours doit lever la confusion chez les citoyens entre le succès professionnel mérité et l'enrichissement illicite.
- Concentrer les efforts du gouvernement à sauver le tissu économique pour pouvoir effectuer une relance post-covid-19. Ces mesures devraient permettre de saisir les nouvelles opportunités (transformation dans la chaîne de valeurs mondiale et régionalisation des IDE) pour se positionner rapidement dans les choix de la destination

de délocalisation (Nearshoring).

- Evaluer l'ensemble du dispositif actuel régissant l'investissement, notamment les objectifs des lois de 2016 et 2017, le mode de gouvernance, le recours aux incitations financières, les autorisations d'exercice de plusieurs activités, etc.
- Accélérer la promulgation des textes d'application de la loi portant sur l'économie sociale et solidaire, et de la loi portant sur le «crowdfunding».
- Revoir la réglementation régissant les prix et les délais de règlement et renforcer le rôle du conseil de la concurrence d'assurer l'efficacité de ses actions et l'application de ses décisions.
- Réformer la réglementation des procédures collectives permettant, notamment, de réduire les délais et d'assurer l'efficacité de mise en place des plans de redressement des entreprises en difficulté et de faciliter leur transmission en mettant en place une plateforme en ligne dédiée.
- Réformer la réglementation de change et clarifier davantage la définition des statuts de «résident» et de «non-résident», dans un objectif d'harmonisation et de simplification de ces notions.
- Clarifier la notion de liberté d'investir pour les étrangers, donner plus de transparence aux activités soumises à autorisation ou

cahier des charges, et réduire les délais de traitement des demandes des investisseurs à tous les niveaux.

- Accorder des avantages supplémentaires et alléger les conditions d'octroi au profit des secteurs porteurs vitaux et d'avenir (santé, enseignement, recherche et développement, Ntic, énergies renouvelables, start-up, économie verte, etc.).
- Mettre en place d'urgence une vitrine centrale de promotion de l'investissement, repenser le mode de gouvernance actuel et créer la « Maison de l'entrepreneur » dans toutes les régions.
- Digitaliser totalement le processus de création des entreprises.
- Accélérer les processus d'aménagement des zones industrielles et résoudre les problématiques liées aux terres agricoles permettant de les inventorier et les affecter d'une manière efficace au profit de projets productifs.
- Elaborer une cartographie de la main-d'œuvre par région et par spécialité pour cibler les actions permettant d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi.
- Relancer les méga-projets bloqués et en rechercher de nouveaux.

(Source : Oect)

RÉTROSPECTIVE 2021 DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

TAOUFIK RAJHI, EX-MINISTRE CHARGÉ DES GRANDES RÉFORMES

«LA TUNISIE A RATÉ LA REPRISE TECHNIQUE EN 2021»

Au moment où la croissance mondiale s'affermirait, la reprise économique en Tunisie demeure timide. Dans tous les cas de figure, avec un taux de croissance inférieur à 8%, l'économie tunisienne ne peut pas retrouver son niveau pré-crise. Sur le plan économique, 2021 serait une année ratée. Dans cet entretien, l'ex-ministre chargé des grandes réformes, Taoufik Rajhi, revient sur les freins qui étouffent l'élan de la reprise économique et nous livre ses perspectives pour l'année 2022.

Selon les estimations de diverses institutions internationales, la croissance pour l'année 2021 devrait s'établir aux alentours de 3,5%, un niveau estimé faible au moment où l'économie mondiale est en pleine phase de rebond. Pourquoi l'économie tunisienne n'a pas pu profiter de la croissance mondiale, et en particulier celle de l'Europe?

Il faut tout d'abord attendre la publication des derniers chiffres et statistiques parce que je ne suis pas sûr que l'économie tunisienne atteindrait ce niveau de croissance. Je pense qu'en 2021, la croissance s'établirait à un niveau inférieur. Maintenant la question fondamentale c'est pourquoi la Tunisie a raté sa reprise économique au moment où les pays, voisins et européens, ont renoué avec la croissance ? Je pense qu'on a subi de plein fouet l'effet négatif de la crise sanitaire covid en 2020. Si on avait adopté les politiques appropriées, la reprise économique aurait pu avoir lieu. Et là on ne parle même pas de relance mais plutôt de reprise technique qui devrait avoir lieu en 2021.

On a raté cette occasion de renouer avec une croissance vigoureuse parce qu'on avait des problèmes de conception de politiques de reprise. Rappelons, à cet égard, que la majorité des mécanismes qui ont été décidés pour soutenir l'économie et en particulier les entreprises et le tissu industriel n'a pas été

finalisée, et ce, à cause de la crise politique. Le fonds qui est censé financer les entreprises privées n'a pas correctement fonctionné. Il aurait dû démarrer au cours de l'été 2020. Il n'y avait pas, également, de politiques de relance appropriées, faute d'espace fiscal. Puis, il faudrait dire que depuis 2020 le pays est entré dans une crise à la fois politique et de gouvernance économique qui a empêché toute mise en place de politiques appropriées de reprise (je ne parle pas de relance). Cette situation est à l'origine de la baisse des investissements privés, étrangers et même publics. En examinant le budget, on trouve que le budget consacré à l'investissement public était la variable d'ajustement. Cette situation s'est soldée par la baisse des investissements privés et publics qui sont les principaux moteurs de croissance et, par conséquent, la reprise économique n'était pas au rendez-vous. Je pense que ce sont les éléments fondamentaux qui expliquent pourquoi la Tunisie a raté la reprise technique en 2021.

Comment s'est comporté le marché financier en 2021?

Il faut dire que le marché financier en Tunisie est plus ou moins déconnecté de la réalité des fluctuations économiques, contrairement aux marchés internationaux où les marchés financiers sont des indicateurs clés et même avant-gardistes parfois, des perspectives économiques. Cela est dû à la composition du marché financier lui-même. Les entreprises cotées sont parfois des entreprises qui ne subissent pas les aléas des fluctuations économiques dans le pays et qui ne subissent pas parfois les conséquences des problèmes politiques ou de gouvernance. Ce sont, de ce fait, des entreprises qui ne reflètent pas correctement la réalité de l'économie tunisienne. C'est pour ça que le marché financier s'est comporté de manière stable en 2021 (si on se réfère à l'indice boursier) et même en 2020 lorsqu'on était en pleine crise et où on a réalisé une croissance négative. Il faut rappeler, quand même, que la capitalisation Boursière de la Tunisie est aux alentours de 10%. Un taux faible pour que la bourse elle-même reflète ce qui se passe dans l'économie nationale et en particulier dans la sphère productive.

L'impact de la crise covid-19 sur les entreprises persiste toujours. Est-ce qu'il y a une menace réelle quant à leur pérennité ?

Le risque le plus grand de la crise covid, c'est de générer un effet permanent. L'effet permanent passe par la destruction du capital. Et la destruction du capital signifie la fermeture et la faillite des entreprises. Pour pouvoir gérer la crise en 2020, tous les pays à travers le monde ont œuvré pour préserver les entreprises et



se sont attelés sur la question de la survie des entreprises. C'est pour cela que j'ai parlé dès le début de politique de reprise et non pas de relance parce qu'il s'agit de deux mécanismes différents. Il fallait que ces entreprises continuent de fonctionner et disposer de la trésorerie nécessaire pour payer les salaires, les factures, les fournisseurs, etc.

Il fallait, en ce sens, adopter des mesures et des politiques pour atténuer l'impact social de la fermeture temporaire des entreprises et assurer leur pérennité. En Tunisie, ces politiques n'ont pas été menées à bien. Ce qui a conduit à un effet négatif et plus ou moins permanent, à savoir l'effet "destruction de capital". A en croire les chiffres égrenés qui concernent la fermeture de milliers, même de centaines de milliers d'entreprises, on comprend que la crise covid en Tunisie a engendré un effet permanent. Il ne s'agit pas d'un simple effet transitoire qui s'est annulé dans la plupart des pays, et plus particulièrement aux Etats-Unis, suite à la levée du confinement et la reprise des activités des entreprises. En Tunisie, à la levée du confinement, on s'est retrouvé devant un tissu productif profondément touché par la crise covid. C'est pour cette raison que nous avons raté la reprise en 2021 qui devrait être une année de reprise technique.

L'année 2021 a été également marquée par la hausse des prix des matières premières sur les marchés internationaux, et par l'emballement de l'inflation. Est-ce que cette tendance haussière va continuer en 2022?

En 2020, la crise covid a engendré un affai-

blissement de tous les prix des matières premières y compris le pétrole, le gaz, le cuivre, le fer, etc. Cet affaiblissement était principalement dû au ralentissement de l'activité économique qui a causé la baisse de la demande mondiale de ces produits-là. La crise covid a, également, touché les chaînes d'approvisionnement internationales. Il est, de ce fait, tout à fait logique que les prix des matières premières aient baissé. Rappelons qu'en 2020, le WTI américain était même vendu à des prix négatifs. Actuellement, l'effet de la reprise est mécanique. C'est-à-dire qu'il y a un effet de demande qui est à la hausse. On avait, à partir de fin 2020, cette correction, en particulier au niveau du marché du pétrole. En somme, plus la reprise économique s'affermirait, notamment, dans les pays développés, plus on va assister à une hausse des prix des matières premières, spécifiquement les produits énergétiques. C'est pour ça qu'on a vu le prix du baril de pétrole atteindre à un certain moment les 80 dollars. Tant qu'il y a une consolidation de la reprise économique au niveau mondial, les marchés des produits de matières premières et des produits énergétiques seront en hausse. Ils seront stabilisés à un niveau élevé, impactant, de facto, l'inflation en Tunisie. Il y a aussi la hausse du prix du fer qui a augmenté de plus de 70% sur les marchés internationaux. Il ne faut pas oublier qu'un produit comme le fer a un impact très important, sur le coût de la construction qui pèse lourd dans le budget des Tunisiens. On a, déjà, commencé à assister à un regain de l'inflation.

Le budget de 2022 prévoit un taux d'inflation de 7%. Aujourd'hui, cette tendance de stabilisation et de maîtrise de l'inflation qui s'est confirmée à partir de 2019, on est en train de la perdre par l'effet des marchés internationaux mais aussi par l'effet de dépréciation du change. Tant que nous n'avons pas conclu un accord avec le FMI pour pouvoir accéder au marché financier et tant que notre appareil exportateur n'a pas repris et que le tourisme est en berne, nous aurons un manque de devises. Lequel manque va engendrer un effet de change, qui avec l'augmentation des prix des matières premières va alimenter l'inflation. Aussi, il ne faut pas oublier que nous sommes dans un contexte où on est en train de monétiser le déficit budgétaire. Faire marcher la planche à billet engendre une création importante de la masse monétaire. Donc si on prend en considération ces trois facteurs: une dépréciation du taux de change, un marché financier qui reprend à la hausse et un financement monétaire du déficit budgétaire, on a tous les ingrédients pour qu'il y ait une reprise de l'inflation en 2022. C'est ce qu'on voit, d'ailleurs, actuellement sur les prévisions de l'inflation en 2022 qui serait à peu près de

7%. Si ce n'est pas plus.

Quels sont les enjeux économiques pour l'année 2022?

Les enjeux économiques pour l'année 2022 sont à peu près les mêmes enjeux de l'année 2021 et ceux d'avant. En Tunisie, on n'a pas pu établir un sentier de croissance à taux élevé qui dépasse les 4%. Le grand problème qu'on a actuellement en Tunisie, et qu'on n'a pas pu résoudre, c'est que nous avons un problème aigu de finances publiques. Nous avons des déficits importants qui sont dus à des éléments classiques structurels : la fonction publique, la compensation, les entreprises publiques et les caisses sociales.

Pour sauver les finances publiques, ces quatre éléments nécessitent des réformes de fond qu'on n'a pas pu mettre en œuvre. Pourquoi est-il important de réformer les finances publiques? C'est parce qu'on aura la possibilité de financer la croissance, réaliser de l'investissement public au lieu de la consommation publique, s'occuper des couches sociales les plus vulnérables et améliorer la qualité des services publics en termes de santé, éducation et transport. Il y a une crise de finances publiques qu'on peut résoudre si ces réformes sont mises en œuvre.

En même temps, on n'a pas une relance économique qui est basée sur l'investissement privé, notamment national et étranger. Cette situation trouve son origine dans l'absence de perspectives politiques claires. Il faut dire que l'investissement privé ou public nécessite un climat social et politique stable et une stabilité dans la vision pour le pays. Il ne faut pas oublier que jusqu'à maintenant on ne dispose pas de plan de développement. Le plan 2016-2020 s'est achevé. A ce jour, on ne sait rien sur le plan quinquennal 2021-2025 qui aurait été prêt en 2021. C'est-à-dire qu'on est en train d'être gouverné à vue, au jour le jour. Pas de perspectives, pas de programmes environnementaux, pas de programmes de grands investissements publics, etc.

Tant qu'on est dans cette situation, là où le pays est géré à vue, les perspectives seront négatives et la seule solution c'est de ramener la stabilité au pays et fixer la vision d'avenir pour amener tout le monde à œuvrer pour atteindre cette vision de la Tunisie. D'autres pays travaillent désormais sur leurs visions 2030 voire 2040. Au moins, nous devons évaluer la vision pour la Tunisie à l'horizon 2030 et pour que tous les acteurs économiques, y compris les acteurs internationaux, puissent avoir confiance dans cette vision et pour qu'on puisse aller de l'avant et concrétiser cette vision.

Propos recueillis par Marwa SAÏDI

À ce jour, on ne sait rien sur le plan quinquennal 2021-2025 qui aurait été prêt en 2021. C'est-à-dire qu'on est en train d'être gouverné à vue, au jour le jour. Pas de perspectives, pas de programmes environnementaux, pas de programmes de grands investissements publics.

MOEZ SOUSSI, EXPERT EN ÉVALUATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET DES PROJETS, À LA PRESSE

«LE BILAN EST EN DEÇÀ DES ATTENTES»

Un accord avec le FMI est incontournable dans les conditions actuelles. La Tunisie a besoin de l'aval d'un programme conclu avec le FMI pour lever les fonds en devises nécessaires au financement des importations et du service de la dette.

Comment qualifiez-vous l'état général de l'économie tunisienne aujourd'hui ? Quel bilan faites-vous pour l'année 2021 ?

Actuellement, l'économie tunisienne ne passe pas par les meilleurs de ses jours. Le bilan de l'année 2021 est en deçà des attentes. En effet, le modeste objectif de projet de loi de finances d'atteindre une croissance de 4% à la fin de l'année, contre une dépression de 8,6% en 2020, ne sera même pas atteint. A la suite des taux de croissance enregistrés aux trois premiers trimestres 2021, nous tablons sur 2 points de croissance, ce qui, tous azimuts, débouche sur une dépression de l'ordre de 6,7% par rapport à 2019. La situation sur le marché du travail est à son tour catastrophique, le taux de chômage a atteint 18,3% durant le troisième trimestre 2021 et nous ne nous attendons pas à une amélioration imminente. Quant aux déficits jumeaux, commercial et budgétaire, ils se sont creusés causant un gonflement historique de la dette publique ayant accusé 88% du PIB jusqu'à septembre 2021.

Quelles sont les perspectives d'avenir pour 2022 et qu'est-ce que vous préconisez pour remédier à la crise économique et financière actuelle ?

Durant l'année 2022, il sera très difficile de rompre avec la tendance dépressive des deux années passées. Le fardeau est vraiment lourd sur tous les plans, notamment que nous n'avons pas derrière nous la crise pandémique. Nonobstant cela, nous pouvons recommander certaines actions de sauvetage d'urgence et à mettre en application par le gouvernement. De notre point de vue, la plus grande priorité est d'assainir les finances publiques en rationalisant les dépenses et en boostant l'investissement public dans les projets déjà programmés. Il faut encore procéder et d'urgence à une guillotine administrative qui sera de nature à améliorer le climat des affaires, à réduire l'évasion fiscale et à contrecarrer une bonne partie de l'économie informelle. Il est encore d'urgence de renégocier nos engagements avec nos créanciers, notamment ceux bilatéraux et souverains pour repousser les échéances. En effet, cela n'est pas du tout un tabou dans le contexte actuel de la pandémie. Parallèlement, nous recommandons, pour le

moyen et le long terme, d'élaborer un nouveau plan de développement qui doit être appelé de sauvetage dans le but de donner un fort signal sur la volonté de réformer la politique énergétique, l'enseignement, la santé, les transports et transit et les politiques sectorielles.

Pensez-vous que les conditions actuelles permettront une relance économique durant l'année 2022 ? Sur quels leviers devrait-on agir pour réussir le redémarrage de l'économie

La plus grande priorité est d'assainir les finances publiques en rationalisant les dépenses et en boostant l'investissement public dans les projets déjà programmés. Il faut encore procéder et d'urgence à une guillotine administrative qui sera de nature à améliorer le climat des affaires, à réduire l'évasion fiscale et à contrecarrer une bonne partie de l'économie informelle.

nationale ?

Cette question est, en fait, un prolongement de la précédente, donc nous enchaînons avec les solutions que nous proposons, face à la crise financière et économique. Le meilleur levier de sortie de la crise est l'investissement. Donc, il faut nous concentrer sur l'amélioration du climat des affaires et les moyens de financement de l'investissement dans ses deux composantes publiques et privées. Aujourd'hui, l'investissement privé est en repli, il ne représente que 52% de l'ensemble des investissements, alors qu'il devrait être au voisinage de 75%. Les causes à cela, en plus de la conjoncture défavorable, sont dues aux effets d'éviction des emprunts publics pour financer le budget de l'Etat et au taux d'intérêt directeur très élevé pour combattre l'inflation. Donc, s'attaquer aux problèmes des finances publiques et aux vraies causes de l'inflation pour dynamiser l'investissement représentera les leviers de choix d'une relance économique durant l'année 2022. Parallèlement, il faut que le gouvernement, la Banque centrale et les partenaires sociaux engagent un dialogue pour l'instauration d'une «inflation targeting policy» afin de fixer une cible de 3% pour l'inflation.

L'état des lieux de nos finances publiques, où en est-il ? Peut-on sortir de cette impasse financière ? Que faut-il faire, en priorité, pour sauver les finances publiques et l'économie tunisienne ?

Les finances publiques accusent des déficits insupportables et sans précédent. Bien évidemment, les explications se trouvent, d'un côté dans l'augmentation des dépenses de l'Etat, surtout dans les composantes interventions, frais de gestion et services de la dette. D'un autre côté, dans le repli des recettes fiscales et non fiscales de l'Etat à cause de la dépression et des difficultés des entreprises publiques. D'urgence, sans penser pour le moment à des solutions structurelles, il faut s'attaquer aux vraies causes de défaillance des entreprises publiques, à savoir l'emploi massif conduisant à un chômage déguisé, la bureaucratie et la réglementation inappropriée. Il faut d'urgence mettre les entreprises publiques dans les mêmes conditions de leurs homologues privées. Par ailleurs, le sauvetage des

finances publiques reste tributaire de la reprise de la croissance et pour que cette dernière reprenne, il faut redynamiser l'investissement.

Que peut-on dire de notre prochain accord avec le FMI que le gouvernement compte conclure en 2022 ?

Un accord avec le FMI est incontournable dans les conditions actuelles. La Tunisie a besoin de l'aval d'un programme conclu avec le FMI pour lever les fonds en devises nécessaires au financement des importations et du service de la dette. En revanche, il y a un grand risque de rater le coup, encore une fois, si un programme de réformes structurelles n'est pas bien peaufiné et accepté par tous les partenaires clés. Nous devons être convaincus, une fois pour toutes, que c'est aux Tunisiens de trouver les solutions à leurs problèmes économiques. Car cela ne peut venir de l'extérieur. L'accord avec le FMI ne doit pas diviser davantage les Tunisiens. Au contraire, il doit les réunir autour d'un grand projet de réformes auxquelles doivent être définis les rôles et les sacrifices avec une forte abnégation et une inlassable implication.

Quel est, selon vous, le meilleur modèle économique pour la Tunisie aujourd'hui ? Quelles seraient, dans ce cadre, les décisions les plus urgentes à prendre ?

De notre point de vue, parler de nouveau modèle économique est une perte de temps et des efforts. Cela fait partie d'un populisme et témoigne d'une naïveté que les uns et les autres incorporent. Dans le contexte actuel, il n'est pas question de réinventer la roue car cela va la défigurer. Le pays a besoin de réformes structurelles, de revoir sa politique industrielle et sectorielle et de redéfinir le rôle de l'Etat. Les décisions les plus urgentes sont : revoir la cohabitation entre le public et le privé dans l'enseignement et la santé ; s'attaquer à l'illusion de la gratuité des services publics et à la remplacer par la réalité du financement participatif ; réactiver les politiques de l'emploi et donner le droit aux bureaux privés pour assurer l'intermédiation sur le marché local et international et appliquer une politique de ciblage de l'inflation, réduire le taux directeur et assouplir l'accès aux crédits.



Quelles solutions faut-il apporter pour sauver les entreprises publiques les plus impactées par les effets de la pandémie covid-19 ? Quel est le traitement de fond qu'il faut prescrire ?

Comme nous l'avons signalé, les entreprises publiques se trouvent, dans les conditions actuelles de la crise, privées de leur capacité de résilience à cause d'une bureaucratie accablante et d'une trésorerie déficiente. Nous avons déjà évoqué le besoin de réduire la bureaucratie. Il faut encore donner plus de latitudes et de compétences aux conseils d'administration. Un autre grand problème, auquel il faut vraiment apporter une solution urgente, est dans le non-recouvrement de la dette croisée entre Etat et les entreprises publiques. A titre d'exemple, les problèmes de la Cnam et la Cnss et entre la Pharmacie centrale et la Cnam, le problème de l'Etat et la Steg, le problème de l'Etat et la Rnta... Nous proposons de procéder à une décision ad hoc de compenser les dettes bilatérales et croisées et de verser d'urgence le complément pour assainir la situation financière.

Propos recueillis par Sabrina AHMED

► **TRIBUNE**

L'OPEN BANKING PROMET DE RELEVER LE DÉFI DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

Par Ismail CHAIB, spécialiste de l'Open Banking

Plus de 63% de la population tunisienne sont exclus des avantages et des privilèges que procure l'accès à un compte bancaire. Près de 6 millions de personnes qui n'ont pas accès à des produits financiers abordables répondant à leurs besoins spécifiques. Sans moyen d'effectuer des paiements autres qu'en espèces, sans mécanisme d'épargne pratique et sans accès à un crédit ou une assurance équitable. Cette fracture devrait, et pourrait être, éradiquée.

L'Open Banking promet de relever ce défi de l'inclusion financière. La disponibilité des données, combinée à une réglementation et une technologie innovante, peut aider à libérer un énorme potentiel pour la population sous-bancarisée et non bancarisée en Tunisie et dans la région dans son ensemble. Par exemple, une entreprise de la "Gig économie" peut tirer parti des données et des services débloqués par l'Open Banking, les combiner avec ses propres données afin de proposer de nouveaux produits financiers (tels que des comptes de paiement ou des prêts) personnalisés à sa base de clients quand ces derniers en ont besoin.

L'Open Banking représente une opportunité de s'attaquer non seulement à l'inclusion financière, mais aussi de libérer l'innovation et de développer l'économie des data pour tous : jeunes, populations marginalisées, micro et petites entreprises, ainsi que les grandes entreprises et les institutions financières traditionnelles.

QU'EST-CE QUE L'OPEN BANKING ?

L'Open Banking est un mouvement mondial qui encourage les institutions financières à permettre aux fournisseurs tiers autorisés d'accéder aux données et services bancaires pour le compte de clients consentants, et ce, de manière sécurisée et digitale. McKinsey la définit en outre comme « un modèle de collaboration dans lequel les données bancaires sont partagées par le biais d'API entre deux ou plusieurs parties non affiliées afin de fournir des capacités nouvelles ». Dans ce cas, les API (Interfaces de Programmation d'Applications) désignent le pipeline de données et de logiciels qui relie l'institution financière au fournisseur tiers. En fin de compte, l'Open Banking permet aux consommateurs d'accéder à un écosystème plus large de services financiers innovants, plus adaptés à leurs propres besoins.

POURQUOI L'OPEN BANKING ?

L'Open Banking a le potentiel



d'accroître l'accès et l'adoption de produits financiers utiles et abordables et permet également aux institutions financières traditionnelles de toutes tailles d'accélérer leur transformation numérique. Mis en œuvre correctement, l'Open Banking présente une grande opportunité pour :

- Offrir plus de choix aux consommateurs
- Favoriser la concurrence dans les services financiers et créer des conditions de concurrence équitables
- Favoriser l'innovation et accélérer la vague FinTech
- Garantir des niveaux de sécurité accrus et meilleur contrôle des données par les utilisateurs finaux
- Favoriser l'inclusion financière.

Néanmoins, l'Open Banking s'accompagne d'une série de défis et d'obstacles. Les menaces qui pèsent sur notre vie privée, notre sécurité et notre identité sont de plus en plus nombreuses. La charge que l'Open Banking pourrait représenter pour les petites institutions financières ou FinTech est autant de facteurs qui doivent être pris en compte et traités de manière appropriée. Malgré ces obstacles, les pays qui choisissent d'ignorer la révolution de l'Open Banking risquent de passer à côté de l'une des innovations les plus importantes dans les services financiers depuis la banque mobile. La concurrence, le choix et la possibilité de connecter différents composants à valeur ajoutée amélioreront incontestablement les services offerts tant par le secteur FinTech que par les institutions financières traditionnelles.

L'OPEN BANKING DANS LE MONDE

C'est pour cela que près de cinquante pays ont adopté ou

envisagent d'adopter des politiques d'Open Banking. Avec plus de 3 millions d'utilisateurs, le Royaume-Uni considère l'Open Banking comme un mécanisme essentiel pour stimuler l'innovation et la concurrence et donner plus de pouvoir aux consommateurs ; le Mexique et le Brésil voient l'Open Banking comme un levier pour favoriser l'inclusion financière.

Dans ces pays, l'Open Banking est soit mandaté par un gouvernement (comme au Royaume-Uni ou dans l'UE) ou dirigé par le marché (comme en Nouvelle-Zélande). Dans les deux cas, le partage des données entre l'institution financière et la partie tierce ne se fait qu'avec le consentement explicite du client final. L'adoption d'une approche ou d'une autre par un régulateur dépend de l'orientation stratégique et des objectifs recherchés ainsi que des conditions du marché local.

L'OPEN BANKING EN TUNISIE ?

La Tunisie peut également bénéficier de la vague de l'Open Banking. Elle peut profiter de l'expérience dans le domaine des autres pays pour ajuster un programme Open Banking adapté à l'écosystème local.

Durant ces dix dernières années, les questions autour de l'Open Banking et des différents acteurs tels que le régulateur, les banques ou les fintechs sont souvent les mêmes :

- Que peut attendre la Tunisie de l'Open Banking concrètement ?
- Qui doit prendre part à cette conversation ? Les banques, les FinTechs, qui d'autres ?
- Quelles données et quels services doivent être ouverts ? Et comment pouvons-nous standardiser ce processus ?
- Qui paye pour les coûts engendrés ?
- Quels sont les risques que l'Open Banking pose et comment pouvons-nous les atténuer ?
- Quel est le rôle du régulateur dans ce domaine ? Comment peut-on superviser une telle initiative ?
- Quelle place pour l'utilisateur final ?

L'Open Banking nous enseigne que la valeur réside d'abord dans la collaboration, dans la communication entre les mondes startup et corporate et dans l'échange avec le régulateur.

Ma conviction personnelle est que, au-delà d'Open Banking, l'ouverture des données, la créativité tunisienne et la technologie peuvent transformer la vie de ces 63 % de Tunisiens actuellement exclus.

► **LE COIN BOURSE**

Synthèse hebdomadaire au vendredi 24 décembre 2021

Le Tunindex clôture la semaine sur une légère correction de hausse de 0.09% (+6.23 pts) et termine difficilement à 6.972,69 pts. Depuis le début de l'année, il aura engrangé seulement 2.36%.

Le Tunindex, en léthargie, reste confiné dans le couloir à 6.950-7.000 points. Le marché boursier de Tunisie a terminé la semaine dernière juste au-dessus des 6.950, seuil après 4 semaines consécutives de dérive : le Tunindex creuse tranquillement vers les 6.950 pts. Cependant, les gains sur les valeurs-phares se sont ensuite réduits, et l'optimisme des investisseurs semble se dissiper à la veille de l'annonce de la Loi de finances 2022.

Analyse graphique

D'un point de vue graphique, le profil du Tunindex reste invarié dans son couloir de consolidation baissière avec un seuil majeur de 7.000 pts qui est à considérer comme une résistance immédiate, et un soutien de 6.950 pts qui est le premier support crédible

à prendre en compte en cas de creusement plus ample. Après avoir laborieusement culminé à 7,070 pts le 29 novembre, l'indice phare de la Bvmt caracolait dans le rouge pour finir en consolidation baissière dans un canal (6,950-7,000 pts). Pour un Point pivot relativement plus bas à 6,970. pts, les prochaines résistances seraient R1 : 6,980 pts.

Au-delà, le prochain niveau de résistance se situerait à 6,998 pts (R2). A la baisse, l'indice trouvera un support au niveau de la ligne de soutien, à 6,950 pts.

Enfin, l'analyse technique affiche encore un signal «vente forte» aussi bien en données journalières qu'hebdomadaires.

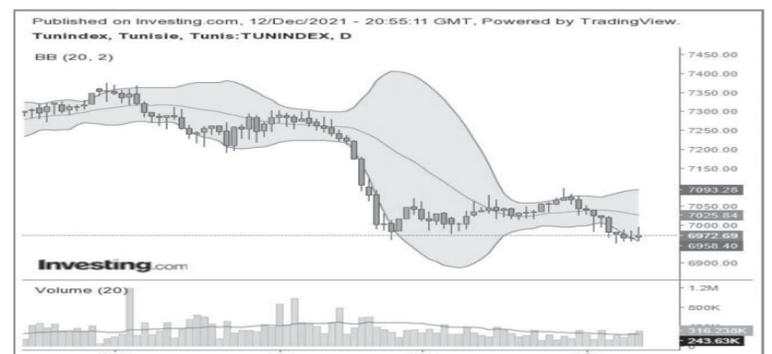
Ce scénario est valable tant que le Tunindex cote (voisinage+) la ligne des 6,950+ pts. T.E.A.

PRINCIPAUX TAUX	COURS MOYENS DES DEVICES 09/12/2021		PRINCIPAUX INDICATEURS
	Unité	Valeur	
Taux du marché monétaire (TM) au 10/12/2021: 6,25000 %	CAD: 1	2,2655	► Compte courant du Trésor au 09/12/2021 : 927 MDT
Taux d'intérêt directeur au 10/12/2021: 6,25000 %	USD: 1	2,9119	► Avoirs nets en devises au 10/12/2021 (*): en MDT : 20489 en jours d'importation: 120
Taux moyen du marché monétaire (TMM) du mois de Novembre 2021: 6,25000 %	GBP: 1	3,7960	► Billets et monnaies en circulation au 09/12/2021 16792 MDT
Taux de rémunération de l'épargne (TRE) du mois de Décembre 2021: 5,00000 %	JPY: 1000	25,3569	► Volume global de refinancement au 10/12/2021: 9534 MDT
	MAD: 10	3,1135	
	EUR: 1	3,2600	
	LYD: 1	0,6248	



Tunindex - Analyses Techniques						
Résumé: VENTE FORTE						
Moyennes Mobiles:	VENTE FORTE	Achat (1)	Vente (1)			
Indicateurs Techniques:	VENTE FORTE	Achat (2)	Vente (2)			
Points Pivots						
Nom	S3	S2	S1	Points pivots	R1	R2
Classique	6 924.00	6 939.75	6 953.11	6 968.78	6 982.14	6 997.81

LES PLUS ACTIVES		LES PLUS EN HAUSSE	
Valeur	Variation(%)	Valeur	Variation(%)
CC	84 218	CELL	+4,38
TAIR	55 502	TGH	+2,70
OTH	48 901	ECYCL	+2,96
DH	24 929	SAH	+1,79
UADH	20 838	TIL	+1,69



► **KIOSQUE INTERNATIONAL**

LE FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL DE DAVOS REPORTÉ

Le Forum économique mondial (WEF), qui devait se tenir du 17 au 21 janvier à Davos en Suisse, est reporté à cause de la propagation du variant Omicron, annoncent les organisateurs. Le forum qui réunit le monde des affaires, de la politique et de la diplomatie sera organisé au début de l'été 2022, ont précisé les organisateurs. «Les conditions actuelles de la pandémie rendent très difficile l'organisation d'une réunion mondiale en personne », soulignent les organisateurs. C'est la très forte propagation du variant Omicron qui a forcé le WEF à revoir ses plans, alors qu'il y a une quinzaine de jours il expliquait encore poursuivre les préparatifs en vue de la réunion de janvier. Klaus Schwab, le fondateur et président du WEF, veut encore croire que même en ligne, il peut faire avancer les choses. « La coopération public-privé a avancé pendant toute la pandémie et cela va continuer au même rythme », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il se réjouissait « de réunir bientôt en personne les leaders mondiaux ».

TAXE CARBONE ET CARBURANTS : L'UE PRÉCISE SON PLAN POUR DOPER SES RESSOURCES PROPRES

Bruxelles a détaillé, récemment, ses projets pour générer jusqu'à 17 milliards d'euros de recettes supplémentaires pour le budget de l'UE, notamment via une taxe carbone aux frontières et un élargissement

du marché carbone aux carburants et au fioul de chauffage, un dispositif controversé parmi les Etats. Ces mesures, présentées en juillet dans l'ambitieux «paquet climat» de la Commission européenne, sont destinées à renforcer les ressources propres de l'UE pour financer son plan de relance post-covid de 800 milliards d'euros de subventions et prêts (Next Generation EU), et notamment rembourser l'endettement commun accepté pour la première fois par les 27.

MARCHÉS MONDIAUX DES CÉRÉALES : LES PRIX DU BLÉ EN HAUSSE

Les prix du blé étaient en hausse au cours de la dernière quinzaine du mois de décembre sur le marché européen, tirés par les inquiétudes liées à la crise sanitaire et au risque inflationniste qui ont pesé sur tous les marchés. Sur Euronext, le cours du blé tendre augmentait de 3 euros à 279 euros la tonne sur l'échéance de mars et de 2,75 euros sur celle de mai à 275,75 euros la tonne, pour environ 29 000 lots échangés. Le maïs augmentait de 50 centimes à 243,25 euros la tonne sur l'échéance de janvier et d'un euro à 241,25 euros la tonne sur celle de mars, pour quelque 1 000 lots échangés.

À noter que la Commission européenne a réajusté à la hausse ses estimations de production pour l'actuelle campagne 2021/2022 avec 130,6 millions de tonnes pour le blé tendre (+0,2 million), 69,4 millions de tonnes pour le maïs (+1 million) et 52 millions de tonnes d'orge (+0,2 million). La Banque centrale européenne relevait, elle aussi,

ses prévisions d'inflation. Aux États-Unis, le ministère de l'Agriculture a publié son rapport hebdomadaire sur les ventes américaines à l'exportation : en blé, les ventes rebondissent à un record de campagne, 650 600 t (contre près de 240 000 t la semaine précédente).

Le cumul 2021-2022 atteint 15,21 millions de tonnes (contre 19,65 millions l'année dernière). Pour le maïs, les ventes rebondissent encore à 2,7 millions de tonnes. En revanche, en Amérique du Sud, la météo sèche dans le sud du Brésil incite les analystes à réviser à la baisse leurs estimations de production de maïs et de soja, a noté le cabinet Inter-Courtaage.

Les cours du colza étaient également en forte hausse sur le marché européen, portés par le canola (colza OGM canadien) et l'huile de palme. Les cours de l'oléagineux ont largement suivi la courbe du pétrole, stimulée par un dollar affaibli, les propos rassurants de la Banque centrale américaine (Fed) sur l'économie et la baisse des réserves américaines. Le colza, comme les autres oléagineux, est largement valorisé comme agrocarburant.

SOMMET UNION EUROPÉENNE-AFRIQUE : LES PROMESSES DES EUROPÉENS

Le président du Conseil européen, le Belge Charles Michel, a reçu à Bruxelles plusieurs dirigeants africains pour préparer le sommet UE-Union africaine (UA) prévu les 17 et 18 février 2022, a annoncé la cheffe de la diplomatie belge, Sophie Wilmes. Mme Wilmes a indiqué s'être entretenue au début du mois de décembre avec le président de la République

démocratique du Congo (RDC), Felix Tshisekedi, président en exercice de l'Union africaine, et avec Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine.

Le président du Sénégal, Macky Sall, qui prendra la présidence de l'UA pour la période 2022-2023 et le président du Rwanda Paul Kagame ont également participé à cette réunion de travail.

Les discussions ont porté sur les préparatifs du sommet, les résultats attendus et les principaux thèmes et idées qui seront abordés par les dirigeants lors du sommet UA-UE, a indiqué un responsable européen.

L'AIE CONTREDIT L'OPEP : LE MARCHÉ PÉTROLIER MONDIAL DANS UNE SITUATION «PLUS CONFORTABLE»

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) contredit les prévisions de l'Opep, dévoilées il y a quelques jours, sur les perspectives du marché pétrolier en 2022.

L'AIE, qui analyse le marché du point de vue des pays consommateurs, estime qu'une augmentation du nombre de nouveaux cas de covid devrait ralentir la reprise de la demande mondiale de pétrole, en raison de craintes de restrictions de voyages et son impact sur la vente de carburants.

L'AIE envisage ainsi un marché pétrolier mondial dans une situation «plus confortable» pour les consommateurs et largement excédentaire en 2022, avec une offre qui devrait grimper face à «une demande sous pression».